

Les réseaux sociaux font l'objet d'âpres débats

Ils amplifient “*les pires instincts de l'humanité*”. Telle est la sévère accusation que Barack Obama a adressée aux réseaux sociaux ce 21 avril, lors d'un discours tenu à l'université Stanford, en Californie. “*L'une des causes majeures de l'affaiblissement des démocraties tient au profond changement dans nos façons de communiquer et de nous informer*” induit par ces réseaux, a poursuivi l'ancien président des États-Unis.

Ce qui est mis en cause par ce dernier n'est pas tant ce qui est dit par les internautes, mais les algorithmes qui déterminent ce qui apparaît sur nos écrans. Les réseaux cherchant à capter notre attention, “*ce sont, malheureusement, des contenus inflammatoires et polarisants*” (ceux qui nous font le plus réagir) qui sont promus. Et cela, souvent au détriment de la vérité factuelle.

Barack Obama appelle donc à une réforme des lois qui gouvernent les réseaux sociaux, pour qu'ils soient plus responsables et plus transparents. En ce sens, les algorithmes devraient être soumis à des contrôles de sécurité par une autorité de régulation, au même titre que les voitures, aliments et autres produits de consommation.

Barack Obama appelle donc à une réforme des lois qui gouvernent les réseaux sociaux, pour qu'ils soient plus responsables et plus transparents.

Au contraire, ces dernières semaines, Elon Musk a laissé entendre que l'avenir du réseau social Twitter, qu'il a racheté ce 25 avril, serait celui de la liberté d'expression. Celle-ci resterait dans les “*clous de la loi*” (de chaque pays dans lequel Twitter serait utilisé), mais serait considérée dans sa version maximaliste. En effet, pour les tweets qui se situeraient à la limite de la légalité, Elon Musk affirme que “*s'il y a un doute, il faut laisser exister cette parole. Si un tweet est dans une zone grise, on peut le laisser exister. Mais dans le cas où c'est quelque chose qui peut être très controversé, on peut faire en sorte que le tweet ne soit pas mis en avant*”. Le milliardaire, adepte du *free speech*, ne s'est pas engagé sur la présence de modérateurs humains. Il compte cependant rendre public l'algorithme de Twitter.

Notons que Twitter “*devra s'adapter totalement aux règles européennes*”, a estimé la Commission européenne, Thierry Breton. Il évoquait le Digital Services Act (DSA) conclu samedi et qui va contraindre les grandes plateformes à mieux lutter contre les contenus illicites.

BdO (avec agences)

CHRISTOPHE SELTZER

Directeur du think tank Génération libre

“Qu'Elon Musk déclare vouloir rétablir la liberté d'expression totale sur Twitter est une bonne nouvelle”

Elon Musk, qui vient de racheter Twitter, défend une vision maximaliste de la liberté d'expression sur les réseaux sociaux. Qu'en pensez-vous ?

De notre point de vue de libéraux classiques, c'est une bonne nouvelle qu'Elon Musk déclare vouloir rétablir la liberté d'expression totale sur les réseaux sociaux. Les plateformes informationnelles telles que Twitter ne devraient jamais “surcensurer” par rapport à ce que dit le droit. Or, il se trouve qu'il y a aujourd'hui des personnalités qui n'ont plus accès à Twitter car ce dernier définit lui-même des règles qui vont plus loin en termes de restrictions à la liberté d'expression que ce que dit le droit. Seul l'État peut définir ces restrictions à la liberté d'expression, lesquelles sont l'injure, la diffamation et l'appel à la haine. Par ailleurs, sur le plan pénal, on peut envisager que le harcèlement en fasse partie.

Mais ce n'est certainement pas parce qu'une plateforme est privée qu'elle peut faire tout ce qu'elle veut par rapport à la liberté d'expression. Aujourd'hui, Twitter est certainement allé trop loin dans la restriction de la liberté d'expression et dans la définition de ce qu'est la vérité ou la morale. C'est extrêmement dangereux.

Quel est précisément ce danger ?

Le danger, l'erreur est de rejeter dans les extrêmes et sur des plateformes parallèles des choses qui déplaisent, des personnes qui continuent de toute façon à dire ce qu'elles pensent mais qui ne sont plus confrontées à leurs contradictions dans le débat public central. Pour le dire autrement : je préfère que l'on contredise

CLAIRE LOBET-MARIS

Professeure à l'UNamur, spécialiste en informatique et réseaux sociaux

“Le rachat de Twitter par Elon Musk me fait peur”

Vous enseignez à des étudiants en informatique mais aussi dans la faculté de droit. Comment percevez-vous la liberté d'expression ?

La liberté d'expression est une valeur démocratique à respecter pour autant qu'elle-même respecte d'autres valeurs plus fondamentales comme le bien commun ou le vivre ensemble et ne contrevient pas aux droits fondamentaux mis en avant par la déclaration universelle des droits humains. Prenons un exemple. La Commission européenne travaille sur une directive protégeant les lanceurs d'alerte. S'il faut défendre leur liberté d'expression, c'est parce qu'ils l'utilisent dans une perspective de bien commun et de renforcement de la démocratie. À côté, la liberté d'expression pour promouvoir la haine de l'autre n'est pas acceptable et nécessite d'être cadrée.

Twitter va quitter la Bourse pour devenir une entreprise privée aux mains d'Elon Musk, qui veut en faire un forum d'expression sans filtre. Qu'en pensez-vous ?

Par son rachat par Elon Musk, Twitter deviendra un réseau privé. Cela consacre ce que dans notre société moderne, le sociologue Zygmunt Bauman nomme le divorce entre le politique (qui a la capacité d'organiser la société en décidant de lois pour le bien commun) et le pouvoir (qui a la capacité d'agir). Elon Musk aura son pouvoir renforcé. C'est un homme de convictions – transhumaniste, en faveur de l'extension de la planète, libertarien, il vient aussi de suggérer à Donald Trump de revenir sur Twitter – qui aura

Donald Trump sur Twitter plutôt que de le censurer.

L'expression sur les réseaux sociaux peut-elle parfois affaiblir celle des institutions, celle d'une démocratie ?

J'observe en tout cas que la liberté d'expression sur les réseaux sociaux suscite davantage de questions dans les pays qui vivent une crise démocratique. Voyez les États-Unis et la France.

A contrario, un pays tel que la Suisse, où les institutions sont plus stables et où la démocratie est plus directe, se retrouve moins confronté à cela. Dans ces pays-là, l'avènement des réseaux sociaux ne se télescope pas à ce point avec le bon fonctionnement de la démocratie.

Elon Musk dit réfléchir à la question, sensible, des algorithmes sur les réseaux sociaux. Faut-il les réguler ?

Il me semble compliqué de réguler les algorithmes, en tout cas d'un point de vue étatique. Mais pourquoi pas ? Nous ne sommes des fous furieux libertariens.

Je préfère en tout cas que l'on envisage de réguler les algorithmes en partant de la connaissance scientifique, en se rendant compte qu'il y a une survalorisation de certains contenus, notamment les plus violents, plutôt que de décréter du jour au lendemain que l'on censure Donald Trump parce que ce qu'il dit nous déplaît. À choisir, je préfère donc une régulation sur la base d'éléments scientifiques plutôt qu'une surcensure de la liberté d'expression au prétexte qu'il y a des choses qui ne se diraient pas.

Entretien : Alice Dive

les moyens de les imposer. Il a dorénavant la main sur les algorithmes qui ne sont aucunement neutres. Ces moteurs des réseaux sociaux font la pluie et le beau temps. Regardez le ranking des informations. Les algorithmes peuvent pousser certaines opinions et pas d'autres. Il pourra les manipuler et refabriquer des réalités sociales tendancieuses. Cela me fait peur.

Faut-il s'en méfier ?

C'est un coup d'État dans un gant de velours. Le gant de velours étant la liberté d'expression. Qui va se déclarer contre la liberté d'expression ? Personne. À l'aide de la machinerie de Twitter, on assiste là à l'avènement d'un futur grand fabricant d'opinions internationales. Ses petits mondes ne seront sans doute pas conçus en fonction des droits humains et du bien commun mais bien d'intérêts privés et d'un pouvoir personnalisé.

Je rejoins Barack Obama – déjà incendié sur les réseaux sociaux – qui considère que ces réseaux et leurs algorithmes ont besoin d'une régulation démocratique. À cela, certains avancent que l'argument de la corégulation (NdlR : principe qui veut que sur les réseaux sociaux, les intervenants se régulent entre eux), sauf qu'ils ne prennent en compte la machinerie qui est derrière.

Elon Musk veut nous vendre une illusion de transparence totale qui – il ne nous le dit pas – sera filtrée par ses algorithmes au gré de ses convictions.

TBO